

Tristan Leoni

Califat & barbarie



Novembre 2015

Les Arabes, comme mercenaires ou auxiliaires, étaient le soutien indispensable des grands empires. On achetait leur concours, on craignait leurs révoltes, on se servait de leurs tribus les unes contre les autres. Pourquoi n'utiliseraient-ils pas leur valeur à leur propre profit ? Pour cela il faudrait un État puissant qui unifierait l'Arabie. Il pourrait ainsi assurer la protection des richesses acquises et du commerce, détourner vers l'extérieur l'avidité des Bédouins les moins pourvus au lieu qu'elle soit une entrave pour l'activité commerciale des Arabes eux-mêmes. Les États de l'Arabie du Sud, trop colonisateurs à l'égard des nomades, trop détachés des Bédouins malgré leur parenté lointaine, avaient failli à cette mission.

Un État arabe guidé par une idéologie arabe, adapté aux nouvelles conditions et cependant encore proche du milieu bédouin qu'il devait encadrer, constituant une puissance respectée à égalité avec les grands empires, tel était le grand besoin de l'époque. Les voies étaient ouvertes à l'homme de génie qui saurait mieux qu'un autre y répondre. Cet homme allait naître.

Maxime Rodinson, *Mahomet*, 1961, p. 58-59.

La naissance d'un État n'est ni fréquente, ni attendrissante. Et le prématuré, le proto-État, bien que très fragile, est déjà nuisible. Avec l'actuelle restructuration du Proche-Orient, nous assistons à la constitution de nouvelles entités, les plus connues étant l'État islamique (EI) et le Rojava (Kurdistan occidental). Celui-ci, parangon de démocratie et de féminisme, serait un rempart contre la barbarie du premier. Car l'État islamique est un monstre, les images le prouvent. Tout le prouve. Il faudrait d'ailleurs le nommer *Daech*¹ car il ne mériterait pas le « noble » qualificatif d'État et n'aurait « rien à voir » avec l'islam. L'explication devrait suffire. Elle n'est pourtant pas suffisante pour comprendre pourquoi et comment, depuis des mois, huit à dix millions de personnes vivent dans un territoire en guerre contre le reste de la planète. Les jours du Califat sont sans doute comptés, mais la question, elle, demeurera : Pourquoi ça marche ?

L'EI attire tous les regards, mais son image est brouillée. Le reflet qui nous parvient via les médias est celui d'une foire aux atrocités soigneusement mise en scène, ou d'épisodes guerriers choisis en fonction d'obscurs intérêts politico-militaires, par exemple la Bataille de Kobané. Mais parmi les groupes « rebelles » ayant émergé durant le conflit irako-syrien, l'EI est aussi le seul qui tente de mettre en place une structure de type étatique et qui s'appuie sur un projet politique structuré et ambitieux² : le rétablissement du Califat disparu en 1258 qui implique une critique du monde, de sa marche, de l'Occident, de la démocratie, du nationalisme, etc. Est-ce à dire une critique du *capitalisme* ? Certainement pas, mais plutôt celle de certains de ses maux et excès, ceux qui entraveraient le fonctionnement libre et harmonieux d'une société califale rêvée... et surtout de son économie.

¹ Acronyme arabe de l'ancien nom de l'EI, utilisé d'avril 2013 à juin 2014, « l'État islamique en Irak et au Levant » (faisant lui-même suite à « État islamique d'Irak »).

² Le projet du PYD n'a lui pour cadre que le Kurdistan syrien (*Rojava*). L'EI entend lui, dans un premier temps, s'étendre de l'Inde à l'Espagne. Sur le PYD, voir notre article paru sur DDT21 en janvier 2015, « [Kurdistan ?](#) ».

1^{ère} partie : *de l'État*

« Ce qui serait le mieux, en ce moment, ce serait un pouvoir autoritaire mais qui serait très bon, aimable et juste ».

Lilo Pempeit à son fils Rainer Werner, 1977.

Nous ne reviendrons pas sur les origines et l'artificialité centenaire des États et frontières de la région, ni sur les soulèvements de 2011 qui, en Syrie et en Irak, ont laissé place à une guerre civile puis, rapidement, à une confrontation militaire à plusieurs bandes opposant une multitude d'acteurs locaux et internationaux aux stratégies et alliances fluctuantes.

La généalogie de l'EI, à l'origine la branche irakienne d'al-Qaïda devenue autonome, est elle-même des plus complexe³ mais préoccupait peu de monde avant que ses troupes ne remportent une série de surprenantes victoires durant l'été 2014.

La question militaire

L'EI n'était à l'origine qu'un des groupes de résistance armée à l'occupation américaine en Irak (donc un groupe terroriste) ; mais, à partir de 2009, il bénéficie du ralliement de milliers de miliciens sunnites et de centaines d'ex-officiers de l'armée irakienne⁴.

Militairement très efficace, l'EI a été considéré par une bonne partie de la population irakienne sunnite comme une « *armée de libération* » et donc fêté comme telle⁵, et beaucoup de chefs de tribus ont choisi de lui faire allégeance. Cela explique que de nombreuses localités soient tombées entre ses mains aussi facilement (par exemple Mossoul) et que les troupes de Bagdad (chiïtes) n'aient que peu résisté dans ses régions.

L'EI s'est ainsi emparé d'un important arsenal qui lui servira pour progresser en Syrie à partir de 2013 ; dans ce pays les localités sont prises à la suite de violents combats contre d'autres groupes islamistes ou grâce au ralliement de ceux-ci. Dans le chaos ambiant, ses capacités logistiques et régaliennes lui valent une certaine popularité dans la population. C'est dans un second temps qu'il lancera des offensives contre le Rojava et le régime de Damas.

A noter que l'EI semble très attentif à la survie de ses combattants, n'hésitant pas à abandonner des positions si nécessaire (la question des attaques suicides est d'un autre ordre). Cette armée rassemblerait selon les estimations entre 30 et 100 000 hommes : beaucoup d'anciens miliciens irakiens, des arabes et des kurdes et au moins 20 000 volontaires étrangers. Leur solde étant versée avec régularité, cela limite pillages, vols et rackets dont sont coutumiers de nombreux autres groupes rebelles.

La réputation sanguinaire et impitoyable de ses troupes est sciemment entretenue ; n'étant pas signataire des Conventions de Genève, l'EI ne respecte aucune « règle » de la guerre, surtout contre ceux qu'il juge infidèles ou apostats. Ses adversaires, quels que soient leurs agissements, s'en trouvent parés d'un vernis de respectabilité.

³ Sur cette question, voir Myriam Benraad, *Irak, la revanche de l'histoire*, Paris, Vendémiaire, 2015, 288 p.

⁴ A partir de 2006, au sein de comités *al-Sahwa* (le Réveil), Bagdad avait salarié des milices sunnites pour lutter contre al-Qaïda. Le Premier ministre Nouri al-Maliki y met un terme en 2009, licenciant ainsi 85 000 miliciens.

⁵ Pierre-Jean Luizard, *Le Piège Daech*, La Découverte, 2015, p. 17.

Administrer un territoire

Le rétablissement du Califat, sous le nom d'État islamique, a été proclamé le 29 juin 2014 dans la Grande mosquée d'al-Nuri à Mossoul. Le débat sur le terme « État » n'a pas cessé depuis⁶.

Si le mot désigne un territoire délimité à l'intérieur duquel une autorité souveraine fait régner ses lois sur une population fixe, dispose d'une armée, d'une monnaie et d'une économie, l'EI ressemble bien plus à un État que certaines entités aujourd'hui (plus ou moins) reconnues internationalement (Libéria, Somalie, Yémen, Vatican, Luxembourg, Libye, Soudan du Sud, etc.) et bien peu à un groupe terroriste.

Seule l'instabilité de ses frontières contredit le modèle étatique occidental, mais la guerre n'est pas seule en cause :

« Est-ce que le mot de « Dawla », généralement employé en arabe pour dire « État », et qui sert à l'acronyme « Daech », peut être exactement traduit par « État » ? Dans l'histoire du monde arabe et du monde musulman, ce mot distingue en effet des formes de gouvernement qui n'ont pas grand rapport avec l'histoire occidentale du mot État. Celui-ci renvoie à l'idée de « statique », de territorialité, de frontière, de souveraineté, de différenciation entre le politique et le social, en bref à bien d'autres choses que ce qui a pavé l'histoire du monde musulman » (Bernard Badie)⁷

Sur la question de la forme, l'EI a déjà répondu :

« Quant à ceux qui veulent des passeports, des frontières, des ambassades et de la diplomatie ils n'ont pas compris que les partisans de la religion d'Ibrâhîm [al-Baghdadi] mécroient et prennent en inimitié ces idoles païennes. [...] Nous voulons rétablir l'État Prophétique et celui des quatre Califes bien-guidés ; pas l'État-Nation de Robespierre, de Napoléon, ou d'Ernest Renan. » (Dar al-Islam)⁸

L'EI gère un territoire de 300 000 km² peuplé de 8 à 10 millions d'habitants. Il n'a pas tardé à installer (ou à transformer) les institutions du territoire qu'il contrôle. Elles se structurent autour d'une administration centrale réduite (sept ministres autour du Calife), d'un Conseil de guerre et de sept gouverneurs de provinces chacun assisté d'une *choura*.

Les deux grandes zones (Syrie et Irak) disposent d'une assemblée consultative composée d'imams, de prédicateurs, de notables des villes et de chefs de tribus, où toutes les voix n'ont pas le même poids mais où l'on recherche le consensus. La démocratie, invention occidentale et « idolâtre », est rejetée et le pouvoir législatif inutile : la *charia* suffit.

Raqqa (200 000 habitants) est de fait la capitale administrative, Mossoul (2,5 millions d'habitants) la capitale religieuse.

Lorsqu'il s'empare d'un territoire, l'EI restitue le pouvoir à des acteurs locaux (ou les maintient en place s'il leur fait confiance) : chefs tribaux, de clans, leaders de quartier, à condition qu'ils fassent allégeance exclusive à l'EI, qu'ils ne déploient d'autre emblème que celui de l'EI, et respectent ses injonctions en matière de mœurs.

Quant au fait que l'administration du Califat s'impose froidement par la violence et l'arbitraire, ce n'est certainement pas une raison pour la priver du nom d'État, au contraire.

⁶ Voir les entretiens avec Philippe-Joseph Salazar, disponibles sur Youtube depuis novembre 2015.

⁷ Interview de Bernard Badie, *Afrique Asie*, octobre 2015, p. 33.

⁸ *Dar al-Islam*, n° 3, mars-avril 2015, p. 14 (*Dar al-Islam* est la revue francophone de l'EI).

Une répression extraordinaire... et ordinaire

L'EI est un des régimes les plus répressifs d'une région assez bien dotée en la matière⁹ mais c'est surtout le seul qui fasse un tel étalage d'« atrocités ». Pour des sociétés occidentales ayant connu une *dé-brutalisation*¹⁰ ce ne peut être l'œuvre que de « barbares », c'est-à-dire qu'ils ne parlent pas « notre » langue.

Pourtant, dans les zones qu'il contrôle, l'EI, rétablit une forme d'État de droit, et ainsi « *répond aux aspirations d'acteurs locaux* »¹¹. En Irak il a chassé les troupes chiïtes considérées par la population comme une abominable armée d'occupation, une « *check point army* » dont la présence n'apportait qu'exactions, violences, viols, racket, corruption généralisée et insécurité¹². Dans une ville comme Mossoul où régnaient bakchich et clientélisme, et où une misère massive jouxte d'inexplicables poches de prospérité, les premières mesures du nouveau régime, hautement symboliques, peu onéreuses et très médiatisées, sont l'éviction et l'exécution publique des corrompus. Les habitants le constatent, « *c'est incontestablement un mieux par rapport à la situation précédente, devenue invivable* »¹³.

Si l'ordre règne à Mossoul, c'est aussi que la répression est impitoyable. Mais loin d'être dictée par une folie mortifère incontrôlée, elle répond à de froides logiques étatique et administrative et trouve une légitimité dans une interprétation littérale du *Coran* et très rigoriste des *Hadith* (actes et paroles du Prophète). Cette abominable répression, ultra-médiatisée, relève en fait de trois registres différents :

1 / Politico-médiatique

Il s'agit d'exécutions d'otages mises en scène par les médias du Califat afin de choquer les Occidentaux. Elles sont massivement relayées par les médias occidentaux¹⁴.

2 / « Crimes de guerre »

Il s'agit des massacres, là aussi très médiatisés, commis par l'EI dans les heures et jours qui suivent la prise d'une ville ou de nouveaux territoires. Outre des exécutions de partisans ou sbires d'autres régimes, voire de militants démocrates ayant échappé à tous les groupes précédents, la nouvelle administration califale ne peut ignorer les minorités religieuses encore présentes¹⁵ :

Les gens du Livre (les chrétiens) se voient proposer trois possibilités : conversion, statut de *dhimmitude* (citoyens de seconde zone, mais protégés) ou exil. Beaucoup ont choisi cette dernière solution avant même l'arrivée de l'EI¹⁶.

⁹ Unique exception, le Rojava. Les chances d'y être enfermé arbitrairement, exécuté, torturé ou « disparu » par la police y sont bien plus faibles que partout ailleurs dans la région. Même *Human Rights Watch* le reconnaît.

¹⁰ Au sens de George Mosse, historien qui a forgé le concept de « *brutalisation* » appliqué aux sociétés sorties de la Première Guerre mondiale, et dans laquelle il voit la « *matrice des totalitarismes* ».

¹¹ Pierre-Jean Luizard, *op. cit.*, p. 15-16.

¹² L'armée de Bagdad, gangrenée par un absentéisme organisé et une forte corruption était d'une rare inefficacité pour assurer un semblant de sécurité dans la ville.

¹³ Pierre-Jean Luizard, *op. cit.*, p. 29.

¹⁴ Ces images n'utilisent pas les mêmes canaux que celles, nombreuses et très populaires sur internet, montrant par exemple des djihadistes jouant avec de petits chats.

¹⁵ Un traitement qui rappelle, par ses pratiques et son cadre religieux, celui des populations occitanes lors de la Croisades des Albigeois au XIII^{ème} siècle.

¹⁶ La *dhimmitude*, sévère et contraignante, comprend notamment le paiement d'un impôt spécial, la *Djizya*. A Raqqa quelques dizaines de chrétiens ont choisi ce statut, alors qu'à Mossoul les évêques ont préféré l'exil.

Les « païens » (les Yézidis par exemple) ne sont même pas considérés comme humains et n'ont donc aucun droit. Ils doivent être tués ou réduits en esclavage.

Les apostats (athées ou convertis) méritent simplement la mort. L'EI fait un usage fréquent du *takfir*, procédé permettant d'ôter la qualité de musulman à un adversaire et d'en faire un apostat (c'est le cas des chiites mais aussi de quasiment tous les sunnites opposés à l'EI).

Bien que l'EI se donne pour but d'appliquer strictement ce qui relève selon lui de prescriptions coraniques, il ne s'agit là que de la théorie. Dans la pratique, lors des combats, l'encadrement et la discipline n'étant pas encore du plus haut niveau, « bavures » et « exactions » sont fréquentes.

Quant au rétablissement de l'esclavage, c'est une conséquence des victoires militaires. Femmes et enfants capturés (« mécréants ») sont considérés comme une partie du butin qui se doit d'être partagée équitablement (ou du moins le produit de leur vente). Les victimes sont ainsi transformées en domestiques et/ou « concubines »¹⁷ (certaines auraient été achetées par des proxénètes turcs). Ici encore, l'EI se flatte d'appliquer à la lettre les indications du *Coran* qui encadrent cette pratique¹⁸.

3 / Justice ordinaire

Pour beaucoup de commentateurs, la justice quotidienne et correctionnelle est le service qui fonctionne le plus efficacement dans le Califat. Des juges religieux, les *qadis*, ont été nommés sur tout le territoire et pris place dans les Palais de justice.

Les peines encourues varient : amende, confiscation, flagellation publique ou non (par exemple pour avoir fumé une cigarette¹⁹), emprisonnement, amputation (pour un voleur), exécution selon diverses techniques (pour adultère, homosexualité, viol, corruption, etc.). L'effet recherché étant dissuasif et exemplaire, les exécutions sont publiques et les cadavres exposés. La baisse de la délinquance et de la criminalité serait considérable.

On retrouve des aspects de ces pratiques dans certains pays musulmans, en particulier l'Arabie Saoudite.

La justice jouirait auprès de la population d'une « réputation d'impartialité »²⁰. Les médias de l'EI mettent évidemment en avant des exemples montrant que les djihadistes ne bénéficient pas de passe-droit : ici un responsable crucifié pour corruption, là un combattant exécuté pour viol.

Les *qadis* disposent d'une police chargée d'appliquer leurs décisions. Une autre unité, les *muhtasibîn*, fait respecter la *hisbah* (ce qui convenable ou pas, selon le *Coran*). Cette police des mœurs, rendue célèbre par la présence en son sein de femmes djihadistes européennes, surveille également les marchés.

Sans oublier une police secrète politique, l'*Anni*, et l'interdiction des manifestations. Le contrôle et la surveillance de la population semble particulièrement redoutable et des experts y voient même la « patte » d'officiers irakiens formés aux techniques du Bloc de l'Est²¹. Les opposants débusqués sont exécutés de manière exemplaire et, on l'aura compris, « *si vous respectez leurs règles sans*

¹⁷ Abdel Bari Atwan, *Islamic State: The Digital Caliphate*, Londres, Saqi Books, 2015 ; Claude Moniquet, *Djihad : D'Al-Qaïda à l'État Islamique, combattre et comprendre*, La Boite à pandore, 2015, p. 182.

¹⁸ Des agissements qu'il est problématique de qualifier de « barbares » tant ils rappellent les heures les plus glorieuses de l'Antiquité grecque.

¹⁹ De par sa dangerosité, la cigarette est assimilée au suicide qui est interdit par l'islam.

²⁰ « [Administration, police, communication... Daech, les rouages d'un quasi-État](http://bibliobs.nouvelobs.com) », <http://bibliobs.nouvelobs.com>, 18 novembre 2015.

²¹ Alain Rodier, « [Irak/Syrie: Daesh, comment ça marche ?](https://www.cercle-k2.fr) », <https://www.cercle-k2.fr>, 7 juin 2015.

broncher, personne ne s'en prendra à vous »²². Pourtant, aussi efficace soit-elle, une politique répressive ne suffit pas à assurer la pérennité d'un régime.

La vie quotidienne

Les informations disponibles sont parcellaires, souvent anecdotiques et concernent le plus souvent Raqqa ou Mossoul. La réalité est sans doute bien différente dans les campagnes ou d'une ville à l'autre, en fonction de l'ancienneté de l'arrivée de l'EI, du degré de soutien ou de résistance des tribus et de la population, de l'éloignement ou de la proximité du front. Les réglementations peuvent par exemple s'appliquer de manière progressive²³.

Dans les rues ce qui frappe c'est assurément le noir des femmes. Les nouvelles réglementations liées aux mœurs, à la religion (interdiction du tabac, de l'alcool et de la drogue²⁴) mais surtout celles concernant la condition féminine sont les plus connues.

En fait, la situation des femmes s'est progressivement dégradée en Irak depuis le premier embargo de 1990 et surtout après 2003. Il en est sans doute de même en Syrie depuis 2011, où la plupart des zones « libérées » de Assad sont aux mains de groupes armés islamistes.

Outre un code vestimentaire très strict imposé dès le plus jeune âge (voile obligatoire pour les fillettes à partir de la troisième année d'école), les femmes ne peuvent circuler dans les villes du Califat sans la présence d'un tuteur masculin. Les seuls emplois féminins autorisant un déplacement hors du domicile semblent liés au secteur médical ou éducatif. A noter que, contrairement à l'Arabie saoudite, les femmes sont autorisées à conduire des voitures.

Il est également demandé aux hommes un effort vestimentaire, notamment d'éviter les tenues jugées trop occidentales ou certains vêtements de marques.

Ces rues des grandes villes dans lesquelles la police scrute les vêtements semblent pourtant grouillantes et bruyantes, les étals et boutiques achalandés, l'activité commerciale battant son plein²⁵. Ce n'est pas le *business* que souhaite bouleverser l'EI, plutôt l'apparence et la surface pour les remettre en adéquation avec la volonté divine. Les journées sont ainsi rythmées (perturbées selon certains commerçants) par les cinq prières quotidiennes, il y a enfin des agents qui régulent la circulation aux carrefours, de nouvelles plaques minéralogiques, un calendrier lunaire, etc.

L'EI accorde aussi une attention toute particulière à la sécurisation et à l'amélioration de l'approvisionnement, ainsi qu'à une baisse des prix des denrées alimentaires ; d'où le contrôle des moulins et boulangeries, autrefois publiques en Syrie. Pendant qu'une jeune « Autorité de protection des consommateurs » veille sur l'hygiène et la qualité des produits, les *muhtasibîn* sont attentifs aux prix dans les rues et sur les marchés : on peut tout de même être exécuté pour « *spéculation et accaparement* »²⁶.

Lorsqu'une ville est conquise, comme toute armée d'occupation conséquente, l'EI a parmi ses priorités de rétablir le fonctionnement des services publics. Les employés des entreprises publiques

²² Selon un membre du groupe d'opposants *Raqqa is Being Slaughtered Silently* cité par Layal Abou Rahal, « [Raqqa, la ville modèle du califat de l'EI](#) », *L'Orient le Jour*, 21 juin 2015.

²³ Hala Kodmani, « [A Palmyre, l'État islamique a cherché à gagner la confiance](#) », *Libération*, 1er juin 2015.

²⁴ Le célèbre Captagon, sorte d'amphétamine, n'étant ni un psychotrope ni un hallucinogène, n'est pas jugé *haram*. Les soldats de l'EI l'utilisent car il augmente la vivacité psychique et la résistance à la fatigue. Des djihadistes français ayant succombé à son caractère addictif ont été emprisonnés par l'EI.

²⁵ Voir les reportages de *Vice News* sur Raqqa : <https://news.vice.com/video/the-islamic-state-part-1>

²⁶ Avant, les réseaux clientélistes locaux organisaient la pénurie artificielle de denrées alimentaires de base pour faire monter les prix.

et les fonctionnaires sont incités à rester en place et le versement des salaires est assuré s'il le faut²⁷. (et avec plus de régularité que sous le règne de Nouri al-Maliki). L'état civil se remet à fonctionner, prenant juste en compte les modifications légales (comme l'autorisation du mariage pour les filles dès l'âge de neuf ans).

L'EI s'efforce de reconstruire les infrastructures endommagées par la guerre mais lance aussi de nouveaux projets mis en valeur dans sa presse : réparation de ponts et de circuits électriques, création de lignes de transport public à prix réduit, restauration d'un service postal, etc. Lors de la prise de Palmyre, les exécutions à peine terminées, l'EI a dépêché sur place des techniciens pour rétablir l'électricité et les connexions internet. Les fonctionnaires de la ville ont reçu des avances sur salaire et du nouveau matériel médical a été installé dans l'hôpital²⁸. A Raqqa, réalisation emblématique, le palais du gouverneur a été transformé en hôpital²⁹. Dans des zones périphériques parfois délaissées par les régimes précédents, l'EI a pu « *bénéficier de significatifs effets de contraste dans son rapport aux populations* »³⁰ en finançant des campagnes de vaccination, la construction de dispensaires, de puits ou d'écoles.

L'éducation est une autre des priorités affichées. Le régime insiste sur la nécessité de rouvrir écoles et universités, surtout pour les filières scientifiques et techniques. Il a créé une fac de médecine à Raqqa, où une université scientifique est réservée aux femmes. Quant aux programmes scolaires, ils ont subi une brutale réforme inspirée du modèle saoudien.

Il circule des images d'enfants et jeunes adolescents recevant une formation militaire dont on ignore le contexte : déscolarisation complète ou (plus vraisemblablement) cours hebdomadaire ?

Mais la propagande du régime montre aussi des djihadistes emmenant se baigner des enfants souriants, jouant avec eux, d'autres gamins au volant d'autos-tamponneuses ou sur des jeux gonflables géants dans les parcs. On sait aussi qu'à Mossoul a été organisée une « *Journée du divertissement* » avec distribution de ballons (sic) et concours de récitation du *Coran*...³¹

Un programme social

Les vidéos d'exécutions ne sont qu'une partie de la propagande de l'EI que véhicule internet : s'y ajoute un volet social et caritatif.

Il est classique pour les mouvements islamistes (d'opposition) de mettre en place des programmes d'aide aux plus démunis. Celui de l'EI est de grande ampleur et les mesures annoncées sont diverses : allocations aux familles les plus pauvres (à Raqqa, ville délaissée par Damas, 10 \$ par enfant, puis 250 \$ au début de l'hiver)³², ouverture de cantines, distribution de nourriture, contrôle ou baisse des prix des produits de première nécessité, plafonnement des loyers, allocations familiales, prime au mariage et pour chaque naissance³³, allocations pour les familles de soldats morts au combat, etc.

L'EI achète ainsi la paix sociale et le soutien de la population, mais cela s'inscrit aussi dans son projet politique. Les djihadistes ayant en charge l'administration d'un territoire, s'ils crucifient les

²⁷ Bagdad ou Damas continuent parfois à payer leurs fonctionnaires dans les zones qu'ils ne contrôlent plus ; c'est aussi le cas au Rojava.

²⁸ Hala Kodmani, « [A Palmyre, l'État islamique a cherché à gagner la confiance](#) », *Libération*, 1er juin 2015.

²⁹ [www.france24.com](#), octobre 2014.

³⁰ Grégoire Chambaz, « [Facteurs tribaux dans les dynamiques du contrôle territorial de l'État islamique](#) », <http://courrierdorient.net>, 11 octobre 2015.

³¹ Yochii Dreazen, « Daech, administrateur colonial », *Foreign Policy*, 20 août 2014 (*Courrier international*, hors-série, octobre-décembre 2015)

³² Olivier Hanne, Thomas Flichy de la Neuville, *L'État islamique. Anatomie du nouveau Califat*, Bernard Giovanangeli Editeur, 2015, p. 98.

³³ 1 000 dollars selon Samuel Laurent, *L'État islamique*, Seuil, 2014, p. 100.

opposants, ils se doivent aussi de veiller sur l'immense majorité de la population qui respecte leur interprétation de la *charia* et qui peut, dans une certaine mesure, bénéficier elle aussi des conquêtes militaires³⁴.

Il y a forcément une différence entre un programme et sa réalité³⁵. D'autant que l'EI, de par même sa légitimisation religieuse ne peut bouleverser l'ordre établi (par Dieu) en s'en prenant aux différences de revenus, classes, hiérarchies (parfois tribales), allégeances, etc. Il ne peut se donner comme objectif que d'en limiter les excès et les abus les plus criants, sans pour autant succomber à son tour à la corruption, ce qui n'est pas simple³⁶.

L'économie califale

Les informations en ce domaine sont en général fragmentaires et invérifiables (on apprend ainsi que l'industrie du ciment représenterait 10 % des recettes de l'EI, sans plus de précision³⁷) ; beaucoup de chiffres sont avancés mais très peu de détails sur le fonctionnement concret des entreprises.

L'EI disposerait d'un patrimoine de 2 260 milliards de dollars, son fameux « *trésor de guerre* », mais ce chiffre recouvre en fait la valeur des installations pétrolières et gazières, des mines de phosphates, des terres agricoles et des sites culturels situés sur son territoire (dont des centaines de millions de dollars trouvés dans les coffres de la banque centrale de Mossoul)³⁸. Il est en hausse par rapport à 2014. Le budget de l'État en 2015, de l'ordre de 2,5 milliards d'euros, aurait diminué, notamment à cause des recettes liées au pétrole (baisse des cours et hausse des bombardements), quoique celles provenant de taxes et confiscations grimpent.

Nous avons tout d'abord affaire à une économie de guerre, dans des zones parfois ravagées par les combats et vidées d'une large part de sa population. C'est surtout le cas en Syrie où, sur 22 millions d'habitants, 4 millions ont fui à l'étranger et 8 à 10 ont dû quitter leur domicile ; si certaines villes sont « passées » intactes à l'EI, d'autres ont été ravagées par de longs combats. De nombreuses usines ont déménagé dans d'autres régions ou en Turquie³⁹.

C'est différent dans la partie irakienne du Califat où économie et population sont depuis longtemps adaptées à ce type de situation.

C'est via la Turquie (et dans une moindre mesure la Jordanie) que l'économie de l'EI est reliée au reste du monde, mais son entrée en guerre à l'été 2015 ainsi que les offensives kurdes menacent cet accès.

Dans le cadre d'une économie de guerre, l'EI semble faire preuve de pragmatisme afin de relancer au plus vite les unités de production nécessaires à son effort militaire et au ravitaillement des populations dont il a la charge (puis à la perception de taxes), en fonction de l'urgence, du type de propriétaire (compagnies d'État, qui sont nombreuses, ou privées), du type d'entreprise, des particularités locales. Cette capacité d'adaptation est facilitée par la large autonomie dont jouissent les autorités locales.

C'est ce réalisme, et non une volonté de libéralisme économique, qui expliquerait la privatisation de certaines entreprises d'État (sans exclure un bénéfice financier) ou le lancement d'un programme de

³⁴ On pense ici au livre de Götz Aly, *Comment Hitler a acheté les Allemands : Le IIIe Reich, une dictature au service du peuple*, Flammarion, Paris, 2005.

³⁵ Les informations décrivant une situation alimentaire et sociale catastrophique avant l'été 2015 sont rares. Voir par exemple sur Raqqa en novembre 2014: Marie Le Douaran, « [A Raqqa, Daech vit grand train mais fait mourir la ville à petit feu](http://www.lexpress.fr) », <http://www.lexpress.fr>, 27 février 2015.

³⁶ Myriam Benraad, « Défaire Daech : une guerre tant financière que militaire », *Politique étrangère*, vol. 80, n° 2, été 2015.

³⁷ Olivier Hanne, Thomas Flichy de la Neuville, *op. cit.*, p. 118.

³⁸ Marine Rabreau, « Pétrole, taxes, trafics d'humains : comment Daech se finance », *Le Figaro*, 19 novembre 2015.

³⁹ Henri Mamarbachi, « Comment fonctionne l'économie de guerre en Syrie », <http://orientxxi.info>, 8 octobre 2015.

soutien aux petites entreprises et à l'économie locale⁴⁰. Des usines abandonnées par les propriétaires ont sans doute été remises en fonctionnement par l'EI. Par exemple, la gestion de certaines exploitations pétrolières a été laissée un temps aux entreprises en place, et pour d'autres confiée à des tribus locales.

En tout cas, l'EI paraît édicter plus de programmes, brochures, décrets, fatwas, etc. sur les questions de mœurs que d'économie.

Impôts et fiscalité

Un nouveau système fiscal reposant sur des prélèvements réguliers et des procédures et barèmes formalisés a été mis en place pour assurer le fonctionnement de l'État. Ces impôts, qualifiés par les médias occidentaux d'« *extorsion* » et de « *racket* », représentent au moins un tiers des revenus de l'EI. Ils comprennent la *Zakât*, aumône légale et troisième pilier de l'islam, aux formes diverses, parfois payée en nature par les paysans ; la *Sadaqa*, don volontaire aux nécessiteux, et la *Djizya*, impôt des *dhimmis*, lourde mais progressive selon les revenus (on parle de 60 à 250 dollars mensuels à Mossoul).

De très nombreuses taxes existent (certaines au titre de la *Zakât*) par exemple sur : les entreprises, le revenu des entreprises nouvellement créées, les télécoms, la protection des commerces, les retraits d'espèces, les salaires (5 % pour la « *protection sociale* »), ceux versés par Damas ou Bagdad (50 %), les produits aux frontières, les chameaux, les péages, etc. Cette fiscalité remplace celle des régimes précédents mais aussi les pots-de-vin qui étaient obligatoires.

Les « *extorsions* » comprennent de nombreux cas de confiscations : d'argent pour non-respect des réglementations (sur l'alcool ou les cigarettes), et de maisons, de terres, de voitures ou de bétail suite à l'abandon par leurs propriétaires.

L'augmentation des recettes en 2015 a deux causes : les difficultés du régime qui doit augmenter les taxes existantes, et une amélioration de l'administration et de la collecte.

Ressources extraordinaires et « criminelles »

Il s'agit de sommes versées par des donateurs privés du Golfe (les liens tribaux jouent ici un rôle important), des rançons d'otages, de la vente/rachat d'esclaves, et du commerce d'antiquités (ou plutôt de l'encadrement de ce trafic). Souvent liés aux conquêtes militaires, ces revenus ont tendance à se tarir.

De multiples rumeurs circulent sur divers trafics (cigarettes, drogue, organes) et d'activités mafieuses contradictoires avec l'idéologie affichée du régime. Ce qui semble plus certain, c'est la taxation de certaines filières préexistantes (par exemple celle du Captagon).

Banques⁴¹

L'EI s'est doté d'une banque d'État et d'une monnaie officielle : dinars, dihrams et fulus califaux sous forme de pièces en or, argent et cuivre (la valeur d'une pièce serait celle de la valeur intrinsèque du métal qui la compose). On ne sait rien de son utilisation réelle sinon qu'elle est peu probable.

⁴⁰ Yochii Dreazen, « Daech, administrateur colonial », *op. cit.*

⁴¹ Jean-Charles Brisard and Damien Martinez, *Islamic State : The Economy-Based Terrorist Funding*, Thomson Reuters, octobre 2014, 12 p.

L'EI contrôle sur son territoire plusieurs dizaines d'établissements bancaires, certains continuant à effectuer des opérations commerciales y compris des transactions internationales. Les banques de Mossoul, succursales d'établissements basés dans le Golfe ou à Bagdad, ont continué (continuent peut-être encore) à fonctionner normalement.

Le régime est néanmoins confronté à des difficultés de change : si ses revenus sont encaissés en dollars, euros, livres turques ou syriennes, il règle ses factures en dollars.

Agriculture

Elle représenterait entre 7 et 20 % des recettes du Califat, qui contrôle les vallées fertiles du Tigre et de l'Euphrate, là où étaient produits 50 % du blé syrien, un tiers de celui d'Irak (8^{ème} producteur mondial) et près de 40 % de l'orge irakienne.

Ici encore la guerre est un facteur important dans des régions très agricoles (dans le gouvernorat de Raqqa, 50 % de la population active travaille dans ce secteur). Beaucoup de paysans ont fui (notamment des chrétiens ou kurdes) abandonnant fermes et terres. L'EI s'en est emparé mais des champs restent en friche⁴². Le contrôle de cette production est vital car il permet au régime de fixer le prix de la farine et donc du pain, base de l'alimentation.

L'EI contrôle aussi une large partie des champs de coton syriens dont la vente représenterait 1 % de ses recettes. L'exportation de cette fibre est moins aisée que celle du pétrole, mais la principale destination est la même : 6 % des importations turques auraient ainsi pour origine les champs du Califat. De quoi produire un cinquième des tee-shirts *made in Turkey* (soit 1,2 % de ceux vendus en France)⁴³.

Divers

Quoique l'EI se soit emparé de la majorité des mines syriennes de phosphate (nécessaire à la fabrication d'engrais), il n'a pas les moyens de relancer l'ensemble de la production et il lui est difficile de la vendre. Cela représenterait néanmoins 10 % de ses recettes⁴⁴. Il contrôle également des sites d'extraction de soufre en Syrie et en Irak, ainsi que de nombreuses cimenteries.

Hydrocarbures

Si en 2003 les compagnies américaines ont raflé tous les contrats irakiens, elles ont dû depuis faire face à la concurrence de BP, Lukoil et surtout de la Chine qui, depuis 2008, a investi des dizaines de milliards dans le pétrole irakien, devenant le premier client et le premier investisseur dans le pays. Aujourd'hui, 50 % de la production sont exportés vers la Chine (chiffre qui devrait atteindre 80 % en 2035), et l'on projette de construire deux pipe-lines reliant les deux pays. Plus de 10 000 travailleurs chinois étaient présents sur place avant l'irruption de l'EI.

Alors que les États-Unis cherchaient à se désengager militairement de la région, l'accentuation du chaos irakien gênait donc surtout les investisseurs chinois (déjà chassés de Syrie par la guerre). Ce n'est qu'en août 2014, lorsque l'EI a menacé les zones pétrolières sous contrat avec des compagnies américaines (Kurdistan et sud de l'Irak) et Bagdad (dont la chute aurait été catastrophique pour toute la région), que l'US Air Force a dû intervenir.

⁴² Aline Joubert, « [L'État islamique vit-il au-dessus de ses moyens ?](http://www.marianne.net) », <http://www.marianne.net>, 07 Mars 2015.

⁴³ « [Le coton syrien continue d'habiller les Français](#) », *Le Monde*, 23 septembre 2015. et Caroline Piquet, « [Peut-on retrouver du coton «made in Daech» dans nos vêtements ?](#) », *Le Figaro*, 3 septembre 2015.

⁴⁴ Olivier Hanne, Thomas Flichy de la Neuville, *op. cit.*, p. 118.

L'EI contrôle 60 % du pétrole syrien et 10 à 15 % de celui d'Irak (ce dernier chiffre a certainement baissé depuis le recul des troupes de l'EI à l'automne 2015). La production est estimée en 2015 entre 20 000 et 50 000 barils de pétrole par jour, contre au moins 70 000 l'année précédente : c'est une goutte d'eau comparée à la production régionale (la Syrie produisait 385 000 barils par jour en 2010)⁴⁵. Le pétrole, vendu 50 à 60 % de moins que les prix du marché, rapporte entre 1 et 1,5 million de dollars par jour, soit entre 350 et 600 millions de dollars par an. C'est la principale ressource de l'EI (selon les sources entre 25 et 40 %) mais elle diminue du fait de la baisse des prix du marché et des bombardements occidentaux.

Par ailleurs, Daech recrute au prix fort des personnels compétents (techniciens, ingénieurs, traders...), en Syrie et en Irak mais aussi à l'étranger, pour améliorer la productivité de ses sites vieillissants⁴⁶. L'État Islamique s'est fixé pour objectif de parvenir à des rendements doubles de ceux obtenus dans les champs de pétrole avant qu'il en prenne possession⁴⁷.

L'EI s'occupe presque uniquement d'extraire du pétrole brut, vendu au pied des puits à des commerçants indépendants, contrebandiers, ou simples propriétaires de camion, qui emportent le pétrole pour le raffinage, la consommation locale (60 à 70 %) ou l'exportation. En octobre et novembre 2015, les bombardements américains auraient détruit des centaines de ces camions. De même, les grosses installations de raffinage comme beaucoup de ses raffineries artisanales (mobiles) ayant été détruites par la coalition, l'EI s'adresse à des raffineries privées dont il taxe la production. En Syrie, moyennant le paiement de taxes, des compagnies pétrolières privées ont pu continuer à travailler dans des zones conquises par l'EI⁴⁸. L'exportation se fait par contrebande vers la Jordanie, la Turquie ou des zones tenues par des groupes ennemis via une myriade de camion, parfois à dos d'âne ou de cheval, ou acheminées par de mini-oléoducs artisanaux. En Irak, le trafic de pétrole est une pratique remontant aux temps de l'embargo, voire plus ancienne.

En Syrie le contrôle de l'extraction donne lieu à de nombreux conflits entre groupes rebelles pour le partage de cette importante source de revenus. Il en va de même des exploitations gazières qui permettent la fourniture de gaz et d'électricité aux populations.

Cela laisse aussi le champ libre à des trafics stupéfiants. Le pétrole extrait sur le territoire de l'EI peut être vendu à ses ennemis : à d'autres groupes, au régime de Damas ou au Rojava⁴⁹. La prise d'une centrale électrique à gaz près de Palmyre a obligé Raqqa et Damas à des marchandages, puisque personne ne contrôle l'intégralité de la chaîne de la production à la distribution⁵⁰. Dans la région de Deïr ez-Zor, l'EI a confié l'extraction de pétrole et de gaz aux tribus locales qui récupèrent une fraction des bénéfices mais vendent une partie de la production au régime d'Assad pour se prémunir de représailles aériennes.⁵¹ Attention aux sabotages d'oléoducs par des tribus exclues du jeu !

⁴⁵ En 2014, l'Italie produit quotidiennement 121 000 barils et le Koweït 2,8 millions.

⁴⁶ Marine Rabreau, « [Comment Daech organise son lucratif marché pétrolier](#) », *Le Figaro*, 26 novembre 2015.

⁴⁷ Elisabeth Studer, « Daesh financé par la manne pétrolière », www.leblogfinance.com, 19 octobre 2015.

⁴⁸ *Financial Times*, 16 octobre 2015.

⁴⁹ « Les ennemis de Daesh achètent son pétrole », RMC, 26 septembre 2014.

⁵⁰ Jacques Hubert-Rodier, « Les affaires mafieuses d'Assad avec Daech », *Les Echos*, 19 octobre 2015.

⁵¹ Frantz Glasman, « [Deïr ez-Zor, à l'est de la Syrie. Des islamistes, des tribus et du pétrole...](#) », <http://syrie.blog.lemonde.fr>, 8 décembre 2013.

Rien qu'un État ?

Construire un État tout en faisant la guerre à presque toutes les puissances de la planète est loin d'être aisé. Ce que nous venons de décrire est moins un tableau socio-économique de l'EI à un instant T que l'esquisse d'un processus qui, en gros, s'étend de l'été 2014 à l'été 2015. C'est durant cette période, qui sera peut-être un jour considérée comme celle de « l'apogée » du Califat, celle de son expansion maximale, que l'EI se lance dans la construction d'un État, de son administration, tente de relancer son économie tout en assurant un niveau de vie supportable pour sa population.

Cette période est sans doute achevée et ce processus passé en involution. Sauf surprise d'ampleur, l'implication progressive de la Turquie dans le conflit, l'intervention militaire russe (octobre 2015) et la montée en puissance de celle des Occidentaux (été et automne 2015) devraient d'ici quelques mois régler la question de l'existence territoriale de l'EI en Irak et en Syrie. Déjà tous les indicateurs passent au rouge et les tableaux de productions et statistiques cités plus haut seront fin 2016 fort bas.

Nous nous demandions au début « pourquoi ça marche ? » Et nous avons vu que la survie et l'expansion de ce régime ne s'expliquaient pas seulement pas ces capacités militaires et policières. Certains parlent même d'« État providence ».

Mais c'est aussi que le Califat n'est pas seulement, banalement, un État. Non content d'administrer, il prétend transformer le monde, instaurer une nouvelle ère ou en préparer la venue... Une ère où il ne s'agirait évidemment pas pour l'EI d'abolir le salariat ni la société marchande, seulement de les remodeler à sa façon. « *Pour que tout reste comme avant, il faut que tout change* » (ici le « *comme avant* » est d'importance), la surface, les mœurs, coutumes, etc. Bien sûr, mais aujourd'hui, pour des milliers habitants d'Irak et de Syrie, et bien au-delà, l'espoir s'appelle Califat. Et des dizaines de milliers de jeunes, notamment beaucoup de prolétaires, traversent la planète pour y vivre ou y mourir, et beaucoup d'autres en rêvent. Cet espoir est désespérant. Non ?

Fin de la première partie

Tristan Leoni, novembre 2015

Note : cet article était en cours d'écriture lorsque ont eu lieu les attaques du 13 novembre 2015 à Paris. Il n'est donc pas une prise de position de DDT21 sur ces événements. Mais il pourrait l'être.